

## **PREMIERE APRES-GUERRE**

La première guerre mondiale n'a pas donné l'occasion au syndicalisme révolutionnaire d'affronter bourgeoisies et pouvoirs européens et de démontrer que les classes ouvrières étaient décidées à mettre à profit les graves crises qu'un conflit international armé provoquait dans tous les régimes. Il n'y eut que des courages individuels et des prises de position minoritaires; individus en France et en Allemagne, minorités en Italie et aux Etats-Unis. Par contre, les mobilisations signifiaient pour nombre d'organisations se réclamant de la classe ouvrière et qui se morfondaient dans l'opposition ou en marge de la vie officielle, la grande opportunité pour se faire intégrer dans le système.

Même les effroyables saignées ne provoquèrent pas la révolte générale. Il fallut attendre les désastres militaires, la décomposition des appareils d'Etat, l'effondrement naturel du tsarisme en Russie et de la monarchie en Allemagne, pour voir se poser le problème d'une forme de pouvoir nouvelle. Rancœurs, frustrations, haines accumulées ne firent pas du prolétariat, en grande partie sous les armes, la puissance offensive se manifestant sur le terrain des classes. Là où les grandes organisations syndicales subsistaient, l'esprit de conquête fut absent, et les quelques bataillons révolutionnaires décidés combattirent en desesperados, avec déjà le goût du tragique, le sentiment de l'inévitable défaite. Spartakistes de Bavière et de la Ruhr, conseillistes hongrois, insurgés de Lithuanie, terroristes bulgares, paysans d'Ukraine, métallurgistes piémontais et ligures. Peu de chose en comparaison avec les bureaucraties existantes ou en formation, heureuses et fières d'être enfin admises à la table des gouvernants et des administrateurs publics. Aux Etats-Unis, la guerre permit de liquider les I.W.W. et d'installer définitivement l'A.F.L. comme partenaire de prédilection.

Le destin de la révolution russe, marquée dès les premiers mois par le caractère monopoliste du parti bolchevik, l'élimination de toutes les tendances ouvrières non soumises à la nouvelle orthodoxie, allait contribuer non pas à aider moralement et matériellement les débris ou les pousses révolutionnaires d'Europe et d'Amérique, mais à les briser en les dénaturant.

Si la Fédération Syndicale Internationale, dite Internationale d'Amsterdam, rassemble rapidement les mouvements ouvriers sous la bannière réformiste et social-démocrate, l'Internationale Syndicale Rouge ne cherche qu'à cueillir des sympathisants, des ralliés et des clients dans les organisations syndicalistes de formation libertaire, et à les transformer en deux voyages à Moscou et trois congrès, en inconditionnels de la politique pourtant changeante du pouvoir soviétique et de ses succursales politiques ou syndicalistes. Le récit de ces tentatives de captation des courants ou fédérations syndicalistes révolutionnaires est déprimant, tant il est mécanique et répétitif. Pestana pour l'Espagne, Borghi pour l'Italie, tant d'autres pour la France, les Etats-Unis, reviennent d'Union Soviétique avec le doute ou le refus pour cette sorte de recrutement à modèle unique.

L'I.S.R. ne disposera que de dupes ou de fonctionnaires, les premières finissant tôt ou tard par être exclues, injuriées, abattues; les seconds fournissant le matériau indispensable au triomphe du stalinisme. Mais ces efforts de mise au pas, soutenus sans tenir compte des réalités nationales, coûteront cher, en hommes et en espérances, et contribueront à affaiblir davantage des troupes révolutionnaires battant en retraite presque partout.

Le temps n'est plus à l'assaut, ni même à ses préparatifs. Il est, dans le meilleur des cas, et pour les meilleurs des militants, repli sur les besognes quotidiennes, entretien de certaines règles morales, attente d'un renouveau.

Entre la F.S.I. et l'I.S.R., et après deux ou trois années de vaines tentatives et de pourparlers trompeurs

pour trouver un terrain d'entente minimum avec la nouvelle internationale, plus riche en organisateurs qu'en organisations, qui se proclame révolutionnaire, un important secteur syndicaliste révolutionnaire se résoud à créer une Internationale propre. Ce sera l'A.I.T. - Association Internationale des Travailleurs - ainsi baptisée pour perpétuer l'esprit et les buts de la Première Internationale.

Elle est fondée à Berlin, lors d'un congrès qui se tient du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. Y participent les délégués de la Fédération Ouvrière Régionale Argentine (FORA), qui groupe à l'époque quelque 200.000 travailleurs; la section chilienne des I.W.W.; les noyaux syndicalistes du Danemark et de Norvège, ainsi que la Sveriges Arbetares Centralorganisation (SAC) de Suède; la Freie Arbeiter Union Deutschlands (FAUD), avec ses 120.000 membres; l'Unione Sindacale Italiana, qui annonce un demi-million d'affiliés; le Secrétariat National du Travail (N.A.S.) de Hollande; les Comités de Défense Syndicalistes Révolutionnaires de France, encore membres à l'époque de la toute nouvelle C.G.T.U. déjà ralliée à l'I.S.R.; avec en plus, pour le côté français, la Fédération du Bâtiment et les Jeunesses Syndicalistes de la Seine. Les représentants de la C.G.T. portugaise, de la C.N.T. d'Espagne, de la C.G.T. du Mexique adhèrent, mais leurs représentants n'ont pu, pour des motifs divers, atteindre Berlin.

La déclaration de principe qu'émet le congrès est une affirmation quasi doctrinale, lourde, sans cette flamme qui brûle les activistes impatientes, et ne définit pas de tactique pour naviguer dans la confuse situation d'après guerre.

En voici quelques extraits:

*«Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi convaincu de tout monopole économique et social, et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines, sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à un quelconque pouvoir ou parti politique. Il dresse contre la politique de l'Etat et des partis l'organisation économique du travail, contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas par conséquent pour but la conquête des pouvoirs politiques mais l'abolition de toute fonction étatiste dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'Etat, celle de la «dictature du prolétariat» y comprise, ne peut en aucun cas être instrument d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.*

*La double tâche du syndicalisme révolutionnaire s'entend comme suit: d'un côté il poursuit la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration économique, sociale et intellectuelle de la classe ouvrière dans le cadre de la société actuelle. D'autre part, son but final est de porter les masses à la gestion indépendante de la production de tous les secteurs de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un système économique reposant, de la base au sommet, sur le producteur, ne peut être réglée par des décrets gouvernementaux, mais uniquement par l'action commune de tous les travailleurs, manuels et intellectuels, dans chaque branche d'industrie, par la gestion des usines par les producteurs eux-mêmes, sous une forme telle que chaque ensemble, entreprise ou branche industrielle soit un membre autonome de l'organisation économique générale, et puisse se développer systématiquement suivant un plan déterminé, et sur la base d'accords mutuels de production et de distribution, dans l'intérêt de toute la communauté.*

*Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe et soutient toutes les luttes qui ne sont pas en contradiction avec ses buts: l'abolition du monopole économique et de la domination de l'Etat. Les moyens de lutte sont la grève, le boycott, le sabotage, etc. L'action directe trouve son expression la plus profonde dans la grève générale qui doit être, simultanément, pour les syndicalistes révolutionnaires, le prélude à la révolution sociale.*

*Ennemis de toute violence organisée par les soins de tout gouvernement, les syndicalistes n'oublient pas que les luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se produiront pas sans affrontements sérieux. Ils reconnaissent donc la violence comme moyen de défense contre les méthodes de violence des classes dominantes, dans la lutte pour l'expropriation des moyens de production et de la terre, par le peuple révolutionnaire. De même que cette expropriation ne peut être commencée et menée à bonne fin que par les organisations économiques révolutionnaires des travailleurs, la défense de la révolution doit également demeurer aux mains de ces organismes économiques et non dans celles d'une organisation militaire, ou de toute autre œuvrant en dehors de ces organismes démocratiques».*

En dehors des organisations présentes ou représentées, il existait un grand nombre de syndicats ou de fédérations autonomes, proches ou se réclamant de l'anarcho-syndicalisme. Ainsi en Uruguay, en Bolivie, aux Etats-Unis. A l'époque, l'ensemble de ces organisations représentait un nombre de membres plus importants que celui contrôlé par l'I.S.R. (Mais cette dernière avait pour l'épauler, et la conditionner, un Etat, aux dimensions d'empire). C'était évidemment un ensemble disparate, en ce sens que certaines centrales, comme en Espagne, étaient illégales, d'autres menacées, comme en Italie, par la montée d'une dictature anti-ouvrière, ou encore étaient minoritaires par rapport aux mastodontes réformistes, comme en Suède.

Aussi grave était le fait que certaines luttèrent dans des pays où les lois sociales établissaient un coupe-feu protégeant la société contre la menace d'incendie révolutionnaire, alors que d'autres agissaient dans des sociétés qui découvraient progressivement l'industrialisation et dont les couches dominantes ne prenaient en considération les problèmes sociaux que pour déclencher la répression. Et aussi, dans une partie de l'Europe exsangue et en ruine, la reprise économique ouvrait des perspectives d'améliorations matérielles, auxquelles les travailleurs aspiraient. Car ce sont les conditions sociales, politiques, parfois géographiques, bien plus que les affirmations ou les convictions doctrinales qui commandent, du moins dans la vie des nations. La Confédération espagnole va donc poursuivre son combat, avec parfois des allures et des accents d'épopée, alors que la C.G.T.S.R. française, issue de multiples scissions, et fruit d'un repli, voisin du constat d'échec, verra ses militants, anxieusement agrippés aux vérités d'antan, entretenir entre convaincus solidaires, des espoirs sans cesse rejetés par le quotidien. Seuls résisteront des noyaux professionnels tenaces, animés par une morale propre, comme dans le bâtiment parisien et lyonnais, ou dans les cuirs et peaux de Limoges, ou la métallurgie de la Loire, ou chez les ardoisiers de Trélazé. Des centaines d'autres militants, en réalité fort proches de leurs frères-concurrents de la C.G.T.S.R., préféreront agir au sein de sections syndicales dites réformistes, ou dans celles que le Parti communiste est parvenu à coloniser. Deux phénomènes marquent ces efforts c'est d'une part le renouvellement des courants syndicalistes révolutionnaires par d'innombrables oppositionnels communistes, sans cesse rejetés ou démissionnaires du Parti; et d'autre part, le glissement des organisations économiques ouvrières, malgré la survivance des vocabulaires anciens, vers la négociation, l'officialisation, l'intégration.

Il ne s'agit pas là de trahison. Ce serait une explication trop facile, et elle ne vaudrait que pour des individus. C'est une forme d'organisation de la société, un nouveau style dans les rapports entre classes, une plus grande souplesse de l'Etat dans son rôle de mainteneur d'équilibre, qui permettent de comprendre le déclin du syndicalisme révolutionnaire, comme doctrine et comme pratique de la classe ouvrière.

De ce point de vue, la thèse offerte par le sociologue libertaire argentin Jorge Solomonoff, apparaît solide (*Ideologías del Movimiento obrero y conflicto social. Buenos Aires 1971*):

*«L'analyse objective de la situation sociale argentine dans les décennies finales du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières du siècle présent permet de vérifier que les strates salariées urbaines... ne disposaient pour leurs revendications d'autre voie efficace que celle de l'action directe, voire de l'action violente. A partir de cette situation initiale, les masses laborieuses eurent à opter entre deux types de constructions théoriques définissant les buts et les moyens d'action. L'une, représentée par le parti socialiste, proposait un système de conciliation entre des intérêts sectoriels opposés, sous la tutelle d'un Etat arbitre. Proposition qui était repoussée par les groupes dominants pour être subversive par rapport à leurs intérêts et leur position sociale, et dont les secteurs ouvriers découvrirent à travers de leur expérience quotidienne le caractère inadapté pour la réalisation de leurs aspirations. Pendant cette période, la version locale de la social-démocratie parlementaire ne rencontra d'échos que dans certains groupes ouverts des couches moyennes, lesquels fournirent par ailleurs le personnel dirigeant du parti.*

*L'anarchisme, sous sa forme anarcho-syndicaliste plus particulièrement, offrait aux secteurs les plus actifs du prolétariat un cadre favorisant l'action qui correspondait à l'état réel des relations sociales de cette époque et en ces lieux».*

Evidemment, les définitions idéologiques de la réalité, les normes d'action et les objectifs proposés par l'anarchisme - qui furent acceptés par la grande majorité du mouvement ouvrier organisé - contribuèrent à poser les revendications des salariés en fonction de conceptions combattant le système établi comme un tout. Par cette forme de rationalisation idéologique du conflit social, l'anarchisme contribua en même temps à écarter, chez les travailleurs, tout genre de relations institutionnelles avec les pouvoirs d'Etat. Un autre facteur important pour situer historiquement l'anarchisme dans ce contexte correspond au fait que,

cette tendance ne disposant pas d'une organisation de type parti, son action politique s'identifiait en fait avec l'action syndicale. Il en résulta que la quasi-totalité de son élite dirigeante fut constituée par des membres de la classe ouvrière. C'est dans cette particularité que se trouve sans doute en grande partie l'explication... d'un contact facile et direct avec les bases, et aussi de l'éclipse idéologique de l'anarchisme qui correspondit aux changements ultérieurs dans l'organisation sociale.

*«L'examen des facteurs économiques, sociaux et politiques de la conjoncture historique argentine... explique les variables qui interviennent dans le phénomène étudié et fournit le contexte historique à notre hypothèse en ce qui concerne le fait que les orientations idéologiques et les modes d'action qui prévalent au sein de l'organisation ouvrière en un moment donné constituent fondamentalement une réponse à la situation objective déterminée par le rapport, inséparable, de la disponibilité des moyens de production, des éléments matériels et des constructions idéologiques au moyen desquelles les acteurs sociaux définissent leurs intérêts et règlent leurs conflits. Cette définition doit tenir compte des degrés de liberté dont disposent les divers groupes qui manifestent leurs oppositions dans le cadre de la situation décrite. Pour cet aspect du problème, il apparaît évident que l'ample indépendance dont disposait... l'oligarchie, permit à celle-ci de déterminer les liens suivant lesquels le pays s'incorpora à la structure politico-économique universelle». C'est-à-dire que «la négation d'une possible communauté d'intérêts entre la bourgeoisie nationale naissante et le prolétariat devient manifeste quand le prolétariat rejette totalement toute mesure protectionniste en faveur de l'industrie locale. Une telle position concorde paradoxalement avec la politique économique de l'oligarchie, mais elle comportait, dans les conditions sociales prévalantes une vision réaliste des conséquences que dans l'immédiat ce genre de mesures aurait pu entraîner pour les possibilités d'existence du prolétariat».*

En réalité le prolétariat de cette époque, dans cette conjoncture, dispute à la bourgeoisie non encore formée la succession de l'oligarchie. Solomonoff insiste sur le fait que *«l'exclusion de secteurs sociaux d'un système global de décision et d'action, a comme nécessaire contrepartie le rejet de toute solidarité avec les groupes dominants ou avec ceux qui apparaissent comme tels dans l'expérience quotidienne des dominés».*

Sans doute avons-nous ici, appliquée au cas argentin, l'explication, valable aussi pour d'autres pays, du caractère conquérant de l'avant-garde ouvrière. Exclue de toute participation, la classe ouvrière n'a d'autre issue que d'exiger la totalité du contrôle sur l'économie et se considérer elle-même comme société naturelle, l'autre société, officielle, n'existant que par l'exploitation, la force, la contrainte. C'est le total refus de l'oligarchie qui explique et justifie la totale revendication prolétarienne. Mais que viennent des mesures favorisant une meilleure - quoique fondamentalement injuste - répartition du revenu national, et la majeure partie de l'effort ouvrier va se porter sur l'exploitation des possibilités d'intégration.

Contrairement aux phraséologies enrobant la volonté révolutionnaire, l'immense majorité du prolétariat, dans une société où le capitalisme est moteur, organisateur et témoin d'une extraordinaire capacité d'adaptation, aspire non pas à s'emparer de cette société ou d'y substituer une contre-société dont il serait la substance, mais bien à être reconnu comme partie prenante, admise, reconnue. Cela semble évident en 1936, où la grande vague de grèves avec occupation des entreprises ne prend en aucun moment une allure révolutionnaire. Pas plus que l'énorme poussée du *Congress of Industrial Organization*, porteuse des revendications des nouvelles couches ouvrières de la grande industrie centralisée, nord-américaine, ne prend l'allure, quelle que soit la violence qui parfois affleure, d'un mouvement subversif. En réalité, les couches prolétariennes les plus exploitées, les plus méconnues, exigent leur admission, et le plus souvent l'obtiennent. Sans pour autant que la société en soit fondamentalement modifiée dans ses mécanismes d'exploitation.

Le cas espagnol est certes différent. A la fois par le type d'organisation ouvrière qui intervient dans la mêlée sociale: fédéraliste, multiple, impulsée par une infinité de cellules de base, sections syndicales, syndicats, comités de quartiers, éléments municipaux, enracinée dans la vie et la coutume ouvrière et paysanne, mais aussi, évidemment, par le type de société marquée à la fois par la géographie et les structures d'exploitation et de pouvoir. Dans la perspective de succession à la *«vieille Espagne»* - oligarchie terrienne et minière, Eglise plus soucieuse d'administration des biens que d'évangélisation, Etat centralisé et limité aux tâches de répression et de collecte d'impôts - bourgeoisie limitée aux provinces périphériques et prolétariat à la fois industriel et paysan sont encore en compétition. De vastes propriétés que l'on peut collectiviser, des régions rurales où les communautés surgissent aisément, des usines de dimensions

petites ou moyennes, dont le personnel connaît le fonctionnement. L'échec final de 1939 ne se devra pas à la prise en main de l'économie par une classe ouvrière et par une paysannerie pauvre ou sans terre, l'une et l'autre organisées et entraînées à prendre des responsabilités immédiates sur le plan local et régional. C'est sur les terrains de la guerre - nationale et internationale -, c'est par l'intervention des facteurs extérieurs - et paradoxalement davantage dans le camp «républicain» que dans le magma franquiste - que l'effondrement deviendra inévitable. Face à l'effort d'organisation syndicaliste libertaire, un véritable mur de classe - républicains petits et moyens bourgeois, mais aussi appareils politiques, embryons de la nouvelle classe d'Etat - se créera, rassemblant, par dessus et au delà des masques idéologiques, toutes les fractions sociales, du passé et d'avenir, qui craignent une révolution authentique, et l'émergence d'une société de véritable participation, de démocratie sociale vraie. Un mur qui sera étayé, cimenté par l'intervention soviétique, qui ne voit dans l'Espagne qu'un pion à jouer sur le grand damier de la politique internationale. Un mur dont quelques briques se nommeront par ailleurs les nouveaux messieurs des nouveaux appareils de la CNT et de la FAI, tant il est vrai que les phénomènes de bureaucratisation n'épargnent pas les organisations à statuts anti-bureaucratiques, la seule garantie étant l'intérêt et le courage des membres et militants à pratiquer effectivement la règle du ni dieu ni maître.

L'effort à contre courant des syndicalistes révolutionnaires ne s'en manifeste pas moins, dans les pays fortement industrialisés. Mais il porte sur le maintien ou la création d'un camp ouvrier organisé qui soit indépendant, à l'abri des tutelles politiques, échappant aux grandes manoeuvres de politique internationale, pratiquant un combat défensif et ne conservant des perspectives révolutionnaires qu'une sorte de refus de s'intégrer. Ainsi les petites équipes du *Réveil Syndicaliste* en Belgique, résistant à la totale politisation de la *Commission Syndicale* étroitement liée au *Parti Ouvrier Belge*, s'ingéniant à susciter ou à favoriser les révoltes de base, à la fois contre les appareils syndicaux et contre une bourgeoisie particulièrement dure. Cela au début des années 30. Bataille inégale, car les règles de la centrale belge sont tranchantes. Suivant la «*motion Corneille Mertens*», toute attaque publique du P.O.B. - socialiste - entraîne l'expulsion du syndiqué. C'est donc une véritable guérilla, avec de temps à autre des appels à la grève, et des grèves - malgré ou contre l'appareil syndical, qui est menée.

Situation différente mais aussi désespérée, pour les *Cercles Syndicalistes Lutte de Classe*, dont l'organe s'intitule aussi *Réveil Syndicaliste*, en France, en 1938 et 1939. Ces militants, venus des groupes anarchistes d'usine et de nombreux petits noyaux de communistes d'opposition, ont à mener un combat difficile, coincés entre les réformistes de l'école Jouhaux et les stalinien de la cuvée Thorez. La lucidité est alors un luxe, et les conséquences dans les entreprises ou services se paient souvent par le renvoi.

Ici aussi, il faut se méfier des formules qui ont servi à caractériser ces formes de maintien d'un esprit et d'action syndicaliste révolutionnaire, et plus particulièrement de celle qui résume ces formes par une volonté de «redressement syndical». Nul semble-t-il n'a jamais entretenu l'illusion que la *Commission Syndicale* de Belgique ou la C.G.T. «*unitaire*» de France, pouvaient, dans la décennie 30, être «redressée». Ce qui était évident, c'est que les militants se battaient, là où il était possible de se faire entendre: sur le lieu du travail et dans les assemblées syndicales.

La conclusion d'une étude «sur le tas», publiée aussitôt après le conflit du printemps 1938, où l'on vit un mouvement parti de la base dans les boîtes de métallurgie s'opposer au retour à la semaine de 45 heures être torpillé par réformistes et stalinien unis dans les besoins de la Défense nationale, est significative («*Quand les grévistes ne dirigent pas leur grève*», Charles Ridet in *La Révolution Proletarienne* Mai 1938) :

*«Remarquons... que le syndicalisme qui faisait trembler la bourgeoisie en 1936, fait aujourd'hui antichambre dans les ministères et recherche les meilleures méthodes de participation à la défense nationale. Les deux ans de colonisation, les dizaines d'années de réformisme portent leurs fruits.*

*Quel fut le prix de la grève? Quels furent les termes du marchandage? Certaines garanties de la part de Daladier au sujet du pacte franco-russe? Des promesses pour l'Espagne? Des garanties pour que le néo-pacte de Stress ne se transforme en nouveau pacte à quatre au grand dommage de l'U.R.S.S.? Le renforcement des mesures contre les étrangers «blancs» ou non orthodoxes?*

*La diplomatie secrète qui a cours dans le mouvement ouvrier ne nous permet pas de le savoir à coup sûr. Encore une fois, ce qui nous importe, c'est de savoir que la grève n'appartint pas aux grévistes et que leur mouvement fut négocié par des éléments syndicalement irresponsables.*

*Pour montrer à quel degré le patriotisme est devenu de mode chez les «purs», il est bon de dire qu'une*

*proposition du camarade Lemire, tendant à ajouter à une résolution sur la paix un paragraphe saluant les métallurgistes antifascistes allemands en lutte contre Hitler, fut rejeté par tous les «antifascistes» bellicistes de la III<sup>e</sup> Internationale.*

*... Dans tous les milieux, dans toutes les tendances, le découragement sévit.*

*Il faut s'attendre à une baisse importante des effectifs. Certains parlent de 20%. Ces défections comprendront non seulement les ouvriers hésitants et sans tradition syndicale, qui cherchent surtout à conserver un emploi somme toute stable et relativement bien rémunéré, mais aussi de bons éléments syndicalistes qui ne peuvent plus respirer l'atmosphère d'un syndicalisme de caserne.*

*Les «professionnels» du P.S.F. et les divers comités patronaux, sans devenir des organisations numériquement importantes, ont cependant gagné en influence, en spéculant sur la fatigue et surtout sur l'anticommunisme sans contre-partie révolutionnaire. Ils mordent principalement sur les employés et techniciens.*

*La C. G. T. S. R. qui possède quelques adhérents dans plusieurs usines, ne joua pas un rôle actif, sauf en certaines occasions précises comme la chasse aux jaunes chez Citroën. Boycottée sévèrement par les dirigeants locaux, desservie par ses fautes sectaires, elle recueillera cependant un certain nombre de militants dégoûtés, mais pas dans une proportion telle que ses sections puissent prendre figure de syndicats.*

*Quant aux minoritaires, leur influence a grandi au cours du mouvement, grâce à leur combativité et à leurs positions nettes. Mais eux-mêmes en arrivent à douter du redressement régulier et patient de la Fédération des Métaux où la démocratie ouvrière est bafouée. La lutte ne se mène pas à armes égales. Des facteurs extérieurs, incontrôlables, pèsent sur la vie syndicale. L'adversaire du syndicalisme se trouve être le syndicat lui-même, le syndicat bureaucraté, intégré à l'appareil, instrument aveugle aux mains d'un comité supérieur inaccessible.*

*Les syndicalistes révolutionnaires sentent combien la plupart des syndicats sont devenus des pions sur l'échiquier politique, à côté d'autres pièces comme "Ce Soir", à côté d'organisations comme le Parti Camille- Pelletan, comme les radicaux stalinisés, à côté d'entreprises comme France-Navigation, ou encore comme le Guépéou français.*

*La question se pose brutalement. Pour lutter dans les syndicats, il faut qu'il y ait encore des syndicats, c'est-à-dire des organisations de travailleurs se régissant par les décisions des seuls adhérents. Si les syndicats existants répondent à cette définition, la lutte des minoritaires peut se poursuivre, le libre jeu de la démocratie peut les faire triompher. Sinon, bonne ou mauvaise, l'idée de la scission fera son chemin...».*

Car le facteur nouveau, dans la vie syndicale d'une C.G.T. réunifiée - grâce surtout à la circonstancielle conjonction des positions du PC et de la bourgeoisie française pour le réarmement de la Nation -, c'est le poids de la machine communiste, étroitement dépendante des décisions prises en Union Soviétique sur le plan des relations internationales.

Le stalinisme n'est pas une doctrine, c'est une technique policière s'exerçant au physique et au moral. Au physique, par la menace, les coups, les assassinats. Au moral par l'usage de tous les procédés de chantage, de double jeu, d'intoxication. A la C.G.T., dans les usines, la machine politique du P.C. s'est emparée d'un grand nombre de leviers de commande, et la démocratie ouvrière est devenue une farce. Le cri de l'instituteur Serret au Congrès de Nantes, en 1938, est celui d'un révolutionnaire sous la meule: «Nous ne serons pas les Sénégalais de Staline».

Et avec une Allemagne vidée de ses impressionnants partis social-démocrate et communiste par un national-socialisme organisé suivant les procédés d'un totalitarisme technocratique et dans un esprit moyen-âgeux; avec une Italie où les fanfaronnades de Mussolini couvrent une répression méthodique, l'entre deux guerres n'offre guère d'illusions ni même d'espoirs aux combattants de la société de libres producteurs. Pas même en Argentine, où dès 1930 les Forces Armées commencent à concevoir leur futur rôle d'appareil de gouvernement, avec, pour, et bientôt sans, l'oligarchie régnante, et où la FORA va perdre son élan, donc sa puissance, face à un pouvoir qui se veut nationaliste et mobilisateur. Ni moins encore au Japon, où le militarisme triomphe et place l'économie, classe ouvrière comprise, sous sa botte.

La dernière, la seule compagne du syndicalisme libertaire, c'est la classe ouvrière, dans sa complexe vérité, inépuisable chapeau de prestidigitateur.

**Louis MERCIER-VEGA**